

N° 4595

# Le Travailleur du Lot-&-Garonne



Hebdomadaire de la fédération du Parti communiste français - 96<sup>e</sup> année - 1,20

## Sommaire

**en bref** p 2 et 3

Jean Jaurès - Palestine - Conseil général - Agenda - Éducation prioritaire

**à mon avis** p 3

**actu** p 4 à 6

Service public - Mutualisation - Élections départementales - Nationalisation des autoroutes

**Idées** p 6

Social-démocratie

**locale** p 7

Casteljaloux - Sainte-Livrade - Landes de Gascogne - Marmande - Villeneuve-sur-Lot

**culture** p 8

Jardin d'Élie - Jean Jaurès

Départementales  
**Allez à la bataille**



Palestine  
**Accord UE Israël: stop**



Autoroutes  
**Pour la nationalisation**



Services publics  
**Remède contre la crise**

## Éducation prioritaire

Selon le SNUipp-47, la carte des collèges placés en réseau d'éducation prioritaire serait en cours de redéfinition. Créée en 1981 sous François Mitterrand, l'éducation prioritaire ciblait les établissements les plus en

difficulté, abritant des élèves fragiles socialement et scolairement, afin de leur allouer plus de moyens. La réforme de Vincent Peillon a transformé les zones d'éducation prioritaire en réseaux. Ainsi, pour le Lot-et-Garonne, les collèges suivants pourraient entrer dans cette classification: La plaine à Lavadac, Germillac à Tonneins, Anatole France à Villeneuve-sur-Lot. Seraient maintenus, Ducos du Hauron à Agen, Pierre Froment à Sainte-Livrade. Enfin, sortiraient: Jean Monnet à Fumel, K. Thouailles à Monsempron-Libos, Delmas de Grammont à Port-Sainte-Marie. Ces changements auront des conséquences pour certaines écoles alimentant ces collèges. Dès à présent, des mobilisations avec les parents et des élus ont commencé dans le département, c'est notamment le cas dans le Fumelois avec un rassemblement qui a lieu le 17 novembre devant le lycée. ■

à la grande distribution sans imposer un encadrement des marges, sans fixer de prix rémunérateur minimum pour les producteurs relève de l'incantation, mais n'apporte pas de solution ». Enfin, concernant la politique gouvernementale, il estime que le président de la République et sa majorité s'enfoncent toujours plus dans le libéralisme destructeur d'emplois, d'espoir... Cette année devrait se solder par la disparition de six à huit mille exploitants faute d'installations suffisantes pour assurer le renouvellement de ceux qui partent à la retraite. ■

## Des prix rémunérateurs

Jean Mouzat, président du MODEF, a tenu à réagir aux diverses mobilisations portées notamment par la FNSEA et la Coordination rurale. Selon lui, « simplification administrative, charte des contrôles, éventuelle révision des zones vulnérables ne règlent que l'écume de la colère paysanne et non les problèmes de fond de l'agriculture ». Il tient à rappeler que le vrai problème est celui d'un revenu en chute libre avec des prix agricoles toujours plus bas, déconnectés des coûts de production. Il poursuit: « hausser le ton face

## Jean Jaurès, 100 ans après

À l'occasion des cent ans de l'assassinat de Jean Jaurès, le conseil d'administration de l'institut d'histoire sociale CGT du Lot-et-Garonne invite aux deux conférences qui se tiendront au centre culturel Pierre Lapoujade au Passage d'Agen le:

### jeudi 27 novembre

18 h 30 « Jean Jaurès et le mouvement paysan » par Rémy Pech  
20 h 30 « Jean Jaurès et la question sociale » par Alain Boscus

Alain Boscus, est historien et maître de conférences en histoire contemporaine à l'Université de Toulouse  
Rémy Pech, historien, professeur honoraire de la faculté des lettres et sciences humaines de Toulouse-Le Mirail.



## Pas d'association avec l'occupation

La campagne européenne pour la suspension de l'accord d'association entre l'Union Européenne et Israël, « pas d'association avec l'occupation », est lancée. Elle a reçu le soutien de plus de 300 organisations européennes, qui ont signé un appel remis le 2 novembre dernier à Federica Mogherini, la nouvelle haute représentante européenne pour les Affaires étrangères. Après les massacres de Gaza, et tandis que la colonisation en Cisjordanie s'accélère ainsi que la dépossession des Palestiniens de Jérusalem, pour l'association France Palestine: « il n'est plus acceptable que l'Europe reste spectatrice et se contente de paroles. Il faut qu'elle agisse et prenne des sanctions, et la plus importante des sanctions est la suspension de l'accord d'association entre l'Union Européenne et Israël, qui aujourd'hui donne à Israël les droits les plus étendus dans tous les domaines ».

L'organisation appelle les citoyens à signer la pétition sur ce sujet et à intervenir auprès de leurs députés européens en leur demandant d'agir pour la suspension de l'accord d'association. ■

## Conseil général

Réuni en commission permanente le 14 novembre 2014, le conseil général a attribué près de 2 196 303 euros d'aides départementales. Ainsi, 75 dossiers ont été examinés. Parmi les dossiers présentés, les plus importants concernent: le soutien aux maisons de santé pluri-professionnelles (MSP),

la politique départementale en faveur de l'habitat, l'aide à l'investissement pour les entreprises, les mesures en faveur de l'agriculture, notamment les nouveaux installés et la subvention annuelle de fonctionnement des trois missions locales du département. ■

Agen

# débat

## lundi 24 novembre

20h00 - salle Picasso

« Changer de politique pour relever la France »

avec **Cécile Cukierman**  
sénatrice de la Loire

Marmande

# rencontre

## débat

### mercredi 26 novembre

20h00 - salle Damouran

« Sortir la gauche de l'ornière avec des mesures d'urgence... Il est possible de changer maintenant avec l'appel aux citoyens, aux forces de gauche... »

Agen

# rencontre

## conviviale

### mercredi 26 novembre

19h00 - fédération du PCF

Société: mêlons-nous de nos affaires!  
auberge espagnole  
vins nouveaux et primeurs

**Le Travailleur**  
du Lot-et-Garonne

**Le Travailleur du Lot-et-Garonne**

fondé par **Renaud Jean**, premier député communiste de France

directrice de la publication: **Jacqueline Debord** - rédacteur en chef:

**Nicolas Lucmarie** - rédaction: **Michel Ceruti**, **Lysiane**

**Chantre Edmond Coëdelo**, **Roger Dejean**, **Jean-Claude**

**François**, **Marie-Renée Gérard**, **Daniel Heinrich**, **Monique**

**Mirande**, **Guy Rauzières**, **Claude Vaccari**

édité et imprimé par **SARL Le Travailleur du Sud-Ouest**

**18, rue Jules Ferry 47 006 Agen**

Tél. **05 53 66 82 59** - Fax 05 53 47 61 01

**letravailleur@orange.fr**

CCP 1309 19X Bordeaux 4<sup>e</sup> trimestre 2014 - ISSN 1627-2471 - CPPAP N° 0615 C 86962

# à mon avis

# Dépassons le constat!

Sur un an, l'industrie aquitaine a perdu 1 000 postes. Au niveau national, près de 34 000 postes ont été rayés de la carte. Avec application, la France continue de détruire ce type d'emploi. Notre département n'est pas épargné. Le faible niveau de croissance, une demande en berne, des investissements rendus difficiles par les banques... sont autant de freins à la reprise de l'activité. Le résultat est sans appel: le chômage augmente. Il atteint plus de 10 % en Lot-et-Garonne. Les politiques conduites par le Gouvernement ne permettent pas le « redressement productif ».

Sortons du constat! Interpellons les décideurs: préfet, collectivités locales, banques, pour que chacun prenne ses responsabilités. La vocation de notre département n'est pas vouée qu'au tourisme. Des industries majeures peuvent être développées notamment la filière bois, l'aéronautique, l'agroalimentaire..., donnant une garantie d'emplois qualifiés, durables, créateur de richesses pour le territoire... Ne leur laissons pas les rênes. Obligeons-les à débattre publiquement avec les citoyens, les syndicats, les associations sur des engagements concrets, sur les moyens financiers à développer.

Pour sa part, le parti communiste entend prendre toutes ses responsabilités comme il le fait nationalement au travers de la convention sur l'industrie, ce week-end. Pour le Lot-et-Garonne, dans un premier temps, il pousse au rassemblement des forces de gauche dans un combat contre l'austérité et engage un travail sur les entreprises en difficulté, avec les salariés, les populations concernées, sur l'argent des banques, vers les administrations (préfecture, Département, Régions). L'avenir du département est l'affaire de tous, les citoyens doivent s'en mêler. ■

Nicolas Lucmarie

# Économie - services publics Une arme contre la crise?

*Nous avons demandé à Frédéric Rausch, rédacteur en chef de la revue Économie et politique de répondre à nos questions concernant les services publics et leur utilité notamment dans notre département à caractère rural.*

## Les services publics sont-ils des outils de sortie de la crise?

Ils sont une condition nécessaire de sortie de crise pour deux raisons essentielles. Par leur nature même, ils sont un soutien à la demande et un moteur de la productivité des entreprises; deux dimensions au cœur de la crise actuelle d'efficacité du capital.

Les services publics soutiennent la demande par les prestations en espèces ou en nature qu'ils dispensent aux populations, permettant à ces dernières de solvabiliser leur consommation. De manière moins visible, mais peut-être plus importante encore, les traitements et salaires versés aux six millions de fonctionnaires et agents des services publics contribuent très significativement à la consommation nationale et constituent un débouché important aux productions des entreprises.

Soutien à la demande, les services publics le sont aussi de manière indirecte. Leurs investissements et leurs achats de matières premières offrent, en

effet, des débouchés à certains secteurs et branches d'activité. Lorsque la construction d'un hôpital est engagée, les secteurs du BTP, des services aux entreprises (informatique...), de la restauration... bénéficient de la dépense publique engagée.

## Quel poids économique les budgets publics, représentent-ils?

Au total, si l'on cumule l'ensemble des budgets publics et sociaux de l'État, des collectivités territoriales et de la Sécurité sociale, plus de 1000 milliards d'euros sont injectés annuellement, directement et indirectement, dans l'économie au moyen des différents services publics. Autant d'argent public qui, en temps de crise et de pression sur les débouchés des entreprises, permet de les soutenir.

## Comment les entreprises bénéficient-elles de l'investissement public?

Mais les services publics, ce n'est pas uniquement le soutien à la demande. Ce sont aussi des outils d'amélioration de la

productivité et de l'efficacité des entreprises.

Si les entreprises peuvent bénéficier aujourd'hui d'une main-d'œuvre qualifiée, en nombre suffisant et en bonne santé, c'est parce qu'il y a des services publics pour former initialement et en continu les travailleurs, pour les soigner lorsqu'ils sont malades indépendamment du prix réel des soins, pour prendre en charge socialement les coûts liés à la naissance sans que cela pèse sur le revenu du ménage... Si ces mêmes entreprises peuvent bénéficier de réseaux routiers de qualité, d'infrastructures de télécommunication, de trans-

ports, d'information, d'innovation et de recherche... le tout au moindre coût pour chacune d'entre elles, c'est, là encore, parce qu'il y a des services publics qui prennent en charge ces dépenses et investissent dans un but d'efficacité sociale sans rechercher la rentabilité immédiate ou un profit. Or, cette dépense publique et sociale que les entreprises ne pourraient assumer elles-mêmes et individuellement sans y consacrer une part importante de la richesse qu'elles produisent, permet de réduire les coûts globaux des entreprises, en même temps qu'elle améliore l'efficacité de leur production. On peut l'illustrer de manière concrète: quand le département et les intercommunalités décident d'investir dans l'amélioration du réseau routier puis d'élargir l'accès aux zones d'activité industrielle cela facilite la mobilité des Lot-et-Garonnais et prend aussi en charge une partie des coûts liés à d'éventu-



*Les 22 et 29 mars, les Lot-et-Garonnais seront amenés à voter pour renouveler l'intégralité de leurs élus départementaux. Cette élection aura un caractère particulier, elle se fera avec un nouveau mode de scrutin (élection de binôme à parité) et un nouveau découpage administratif (passage de 40 à 21 cantons). L'autre nouveauté, l'assemblée sera renouvelée intégralement et que tous les départements voteront en même temps, ce qui en fait un scrutin à valeur nationale.*

## Élections départementales Étape pour construire l'alternative

En Lot-et-Garonne, la gauche est majoritaire depuis 2008, avec vingt-quatre conseillers généraux, contre quinze à la droite et un non-inscrit.

### Une collectivité menacée

Le Premier ministre a été amené, lors du congrès des départements de France, à revenir sur ses annonces de suppressions, en indiquant qu'il y avait besoin d'un éche-

lon entre les communes et les Régions. Ce recul est le fruit des fortes mobilisations sur les territoires. Mais, il est intervenu à l'approche des échéances électorales (Départements en mars 2015 et Régions en décembre 2015) et sur la logique générale de la réforme territoriale qui tend à comprimer les dépenses publiques et réduire les assemblées élues. Pour l'association des élus communistes et républicains (ADECRI), le

elles détériorent de matériels routiers des entreprises. Cela leur permet aussi d'augmenter les volumes d'entrées et de sorties de marchandises produites, donc contribue à améliorer leur efficacité économique sans que cela leur coûte. De fait, en prenant en charge une part importante des dépenses directes ou indirectes des entreprises, les services publics permettent à celles-ci de dégager plus de moyens pour, en principe, développer leur activité.

### Quelles sont les conséquences des politiques d'austérité ?

C'est pourquoi, les politiques d'austérité ou de rigueur, peu importe leur nom, menées en France ou en Europe, comme les gestions d'entreprise qui sacrifient l'emploi et les salaires sur l'autel des profits immédiats, sont une aberration économique. Les entreprises françaises sont aujourd'hui confrontées à une faiblesse de la demande et un manque de débouchés provoquant une crise de surproduction.

Engagées dans des batailles concurrentielles mortifères, leurs investissements technologiques, lorsqu'ils sont faits, détruisent plus de travail qu'ils n'en créent, générant un chômage massif qui pèse sur la capacité de la demande à absorber les productions. Dans ce contexte, vouloir réduire la

dépense publique et sociale, et donc les services publics, comme le fait le gouvernement avec le pacte de responsabilité et comme l'exige Bruxelles, avec l'exigence du retour immédiat à l'équilibre des comptes publics, ne peut qu'accentuer le cercle vicieux de la crise en pesant encore plus sur les débouchés et

l'efficacité productive des entreprises.

Pour en sortir, au contraire il y a besoin d'une relance massive de la demande, à savoir des revenus des ménages, accompagnant les progrès de la productivité avec de nouveaux investissements et d'une relance massive des services publics pour la consolider. ■

## Autoroutes Campagne nationale du PCF

**En 2005, les concessions d'autoroutes ont été totalement privatisées par un gouvernement de droite pour financer, déjà, le remboursement de la dette publique. Ce sont les groupes Eiffage, Vinci et consorts qui ont racheté ces concessions. Depuis, les péages n'ont eu de cesse d'augmenter.**

Sur 100 euros de péages versés, entre 20 et 24 euros vont directement dans les poches des actionnaires. La cour des comptes et l'autorité de la concurrence ont déploré ce choix. Les parlementaires communistes et du Front de gauche ont déposé à l'Assemblée nationale et au Sénat une proposition de loi demandant la renationalisation des concessions d'autoroutes.

### Le Gouvernement s'y oppose !

Le gouvernement est pour l'instant défavorable à cette

proposition de loi. Lors de la discussion au Sénat, le 19 juin dernier, alors que la gauche était encore majoritaire, cette proposition de loi n'a pas été votée par les sénateurs socialistes et radicaux de gauche. Pour le PCF, si « le gouvernement est capable de donner 50 milliards pour satisfaire aux appétits du MEDEF, il doit être capable d'investir pour les autoroutes, investissement qui, selon plusieurs études, serait vite rentabilisé ». Il poursuit en indiquant que « l'argent des péages, plutôt que d'aller dans les

## Des chiffres

- Les personnels des autoroutes ont été réduits de 17 % depuis la privatisation et comptent 2776 agents en moins.
- 14,6 milliards d'euros de dividendes ont été versés par les sociétés d'autoroute, depuis 2006.
- Une fois déduite des impôts, investissements et autres frais, leur marge nette s'établit entre 20 et 24 %.
- Les sept sociétés concessionnaires d'autoroutes qui détiennent les trois quarts du réseau autoroutier français, et sont contrôlées par les groupes français Vinci et Eiffage, et l'espagnol Abertis, ont vu leur chiffre d'affaires augmenter de 26 % entre 2006 et 2013. ■

*poches des actionnaires, doit servir à financer la transition écologique pour améliorer les transports pour tous. Les autoroutes, dont la construction a été financée en grande partie par les contribuables, doivent revenir à l'État et donc au peuple ».*

Aller dans ce sens permettrait de faire baisser les péages, si élevés qu'ils ont permis, depuis la privatisation, de verser 15 milliards de dividendes aux actionnaires. ■

Département est l'échelon qui permet le mieux de lutter contre les inégalités sociales, comme territoriales. Depuis la décentralisation de 1982, les conseils généraux ont rempli leurs missions et, aujourd'hui, ils jouent un rôle indispensable pour l'action sociale, la solidarité, le handicap...

### L'enjeu des prochaines départementales

Pour les communistes, des décisions ont été prises lors

de la conférence nationale. « Ces élections sont une étape vers la construction de l'alternative à gauche que nous voulons. Nous ne laisserons pas faire la droite et l'extrême droite qui veulent conquérir tous les pouvoirs locaux en 2015, sur la route de 2017 », a prévenu Pierre Laurent, qui souhaite **présenter partout des candidats** qui « soient le visage divers et multiple de la France qui travaille, recherche et étudie, celle qu'on veut aujourd'hui

réduire au silence ». Et de prévenir : « Nous irons à cette bataille avec le Front de gauche pour protéger l'action publique, les services publics et la démocratie locale ».

Cependant, de véritables cas de conscience vont surgir, où les deuxièmes tours droite-FN risquent de se multiplier (avec une gauche totalement exclue), auxquels s'ajoutent le nouveau découpage électoral et le mode de scrutin. Des exceptions sont envi-

sagées à la règle de candidatures clairement en rupture avec le gouvernement Hollande-Valls. « Dans ces cas difficiles qui doivent rester limités, sans confusion politique, nous devons publiquement poser la question de la configuration de la gauche au premier tour », a estimé Pascal Savoldelli, en charge des élections au PCF, pour qui cela n'équivaut en aucun cas « à un quitus à la politique gouvernementale ». ■

# Agglomération agenaise La mutualisation: difficile à passer!

*Le conseil de l'agglomération agenaise était réuni jeudi 13 novembre pour évoquer, notamment, la question de la mutualisation de l'administration agenaise et communautaire. Au terme d'un débat dense, la délibération portée par Jean Dionis du Séjour a été adoptée avec une courte majorité: 31 voix pour, 29 contre et 4 abstentions.*

Nous avons demandé à Jean-Jacques Mirande, adjoint au maire du Passage d'Agen et conseiller communautaire de nous expliquer le sens de son vote.

**Tu t'es opposé à la délibération relative, quelles sont les raisons de ce vote négatif?**

Tout d'abord, je n'avais pas le mandat des Passageois pour voter cette délibération étant donné que ce n'était pas dans notre programme et, sur un sujet aussi important, je pense que nos administrés méritent d'être consultés. De plus, ce qui nous a été proposé n'est pas une mutualisation au sens noble du terme mais une

fusion avec perte d'autonomie des communes. Ce projet est fait dans la précipitation, sans véritable concertation de tous les partenaires. Seule la ville d'Agen tirera profit de cette fusion sans compensation pour les autres communes. La conséquence, à terme, est la suppression de 80 à 90 emplois au détriment d'un service de proximité; en gros, faire mieux avec moins de personnel, sur un territoire élargi, c'est-à-dire réduire le service à la population.

**Que proposes-tu face aux difficultés financières évoquées par Jean Dionis du Séjour?**

Le président se cache derrière les baisses de dotations effectuées par le Gouvernement socialiste mais son propre camp exige des coupes encore plus élevées. Pour redonner de l'oxygène aux collectivités territoriales, il y a de l'argent. Allons chercher les 80 milliards de l'évasion, optimisation et fraude fiscales... faisons payer des impôts aux grandes entreprises comme Total... taxons les entreprises qui font de l'optimisation fiscale au Luxembourg... Les pistes ne manquent pas.

**Es-tu opposé à toute évolution en termes de mutualisation?**

Une mutualisation doit être un

acte de solidarité et de coopération, librement consentie, construit dans la concertation et au terme d'un processus, au service d'un projet collectif et de territoire. L'objectif visé doit être de développer des réponses de proximité aux besoins de plusieurs communes, de leurs administrés. Elle doit être aussi respectueuse des salariés. Je tiens à rappeler que Jean Dionis du Séjour n'a pas consulté l'ensemble des salariés des deux entités pour construire, avec eux, le nouvel organigramme afin d'élaborer, en toute tranquillité, dans le consensus « le qui fait quoi et comment ». ■



## La social-démocratie, une force du passé? 2

Philippe Marlière

### L'impasse de la troisième voie

Après avoir compté entre 1997 et 2002 jusqu'à douze gouvernements dans l'Union européenne (UE), la social-démocratie est aujourd'hui au creux de la vague. Le discrédit touche avant tout le projet libéral-technocratique de type « troisième voie ». La « nouvelle » social-démocratie (des années quatre-vingt-dix à nos jours) a fait des choix en rupture avec ses idées et ses politiques égalitaristes et redistributrices. Les politiques de type « troisième voie » ont contribué à accroître les inégalités en Europe. Depuis les années quatre-vingt, la part des salaires dans les revenus nationaux est passée de 72,1 % à 68,4 %. Depuis les années quatre-vingt-dix, le taux d'activité est passé de 61,2 % à 64,5 %, ce qui signifie qu'un plus grand nombre d'actifs se partage un volume de richesses moindre. Selon l'indice Gini, les inégalités sociales ont fortement augmenté depuis les années quatre-vingt. L'« Europe sociale » n'a pas dépassé le stade

du slogan, car elle est rejetée par des formations appartenant au Parti des socialistes européens. L'UE est une zone profondément inégalitaire: 20 % des plus pauvres reçoivent 4,5 % du PIB dans l'UE, contre 8,1 % en Inde et 5,1 % aux États-Unis. Le capitalisme est aujourd'hui en crise. La gabegie financière et l'échec des politiques néolibérales ont largement discrédité ce mode de production. Pourtant, aucun parti social-démocrate en Europe ne semble prêt à remettre en cause le positionnement « social-libéral » hérité des années quatre-vingt-dix. Certains se font même les défenseurs des intérêts capitalistes contre des peuples qui souffrent (Grèce, Espagne). Aucune de ces formations n'a exprimé le souhait de revenir sur des décennies d'accompagnement social d'un capitalisme de plus en plus nocif pour les peuples et l'environnement. La social-démocratie apparaît comme une force du passé dans un monde qui bouge et qui a soif de justice sociale. ■

## Marmande

### Appel au peuple Marmandais

Le 15 novembre, les communistes marmandais se sont adressés à la population et à la presse afin de lancer officiellement l'appel à résister à l'austérité. Une rencontre publique est programmée: le 26 novembre à 20h00, salle Damouran, à Marmande. Ils entendent ainsi mobiliser sur l'idée qu'il est encore temps de faire une politique de gauche dans le pays pour éviter le retour de la droite et de l'extrême droite en 2017. Ils souhaitent engager le débat à gauche sur les conditions à créer pour permettre le développement d'une dynamique populaire de débats et d'actions, autour de mesures d'urgences... ■

## Landes de Gascogne

### LGV non, aménagement des lignes existantes oui

L'association de sauvegarde des Landes et Coteaux de Gascogne avait invité, par tract distribué par la Poste, la population du territoire à une réunion d'information lundi 17 novembre à Pindères. Près de 130 personnes ont répondu à l'invitation. Le but principal de cette réunion était de défendre l'idée que chaque citoyen doit s'exprimer sur l'enquête publique. Pour cela, il suffit d'écrire ou de remettre sa lettre dans les mairies suivantes: Saint-Martin-de-Curton, Pindères, Fargues-sur-Ourbise, Pompogne et Houeillès. Il est utile de rappeler quelques éléments: où est l'intérêt général quand seulement 9 % des usagers seront concernés et que l'on veut détruire 4380 ha de bonnes terres? La LGV va coûter 8 milliards pour

## Sainte-Livrade

### Des enfants pénalisés

La précédente municipalité de gauche avait fait le choix de moduler les tarifs de l'accueil de loisirs en fonction des revenus des parents, afin de permettre aux familles, même les plus modestes, de profiter de cet équipement que nous avons entièrement rénové. Ce tarif journalier comprenait aussi les sorties et l'ensemble des activités. La nouvelle municipalité facture désormais toutes les sorties ou veillées, en plus du prix journalier. C'est une mesure qui pénalisera inévitablement les familles les plus modestes ou nombreuses, en abaissant significativement leur pouvoir d'achat. Pire, les premiers touchés seront forcément les enfants, qui se verront privés de l'accueil de loisirs et donc d'activités éducatives. ■

seulement 9 % des usagers du train. Pendant ce temps, on laisse se dégrader les lignes existantes au risque de voir se multiplier les accidents. Ce projet est ruineux et non rentable, la Cour des comptes vient de le redire. L'aménagement de la ligne existante Bordeaux Toulouse (avec des TGV pouvant rouler à 220 km/heure) coûterait 2,5 milliards et permettrait de supprimer tous les passages à niveaux. Nous sommes donc tous concernés car nous, les habitants, devons régler les 8 milliards; ceci pour gagner moins de vingt minutes sur Toulouse Bordeaux et quatorze minutes sur Agen Bordeaux. Les Agenais mettraient vingt minutes pour traverser la ville et rejoindre une gare extérieure! Invitons-nous tous dans l'enquête d'utilité publique, que l'on soit en zone impactée ou non. Il reste deux semaines avant sa clôture, le 8 décembre. ■

Jean-Claude **François**

## Villeneuve-sur-Lot

### Monoxyde de carbone

L'été indien s'en est allé... La baisse des températures, notamment nocturnes et matinales, se fait sentir chaque jour davantage. Cheminées et chauffages vont donc être rallumés. Pour la treizième année consécutive, le service municipal hygiène et santé se tient prêt à réitérer ses contrôles gratuits à domicile afin de prévenir les dangers liés aux émanations de monoxyde de carbone; ce gaz mortel produit par la mauvaise combustion des chauffages à flamme. Sur simple appel téléphonique, des agents du service peuvent se déplacer chez les Villeneuvois pour effectuer des mesures. Selon les niveaux relevés, ils indiqueront la marche à suivre et des conseils, afin de maintenir une bonne aération dans le logement. Contact: 05 53 75 07 50. ■



## Casteljaloux

### Communion autour du jazz

Le 11 novembre, un concert de jazz était organisé à la chapelle de l'hôpital de Casteljaloux, à l'initiative de l'équipe locale du CCFD-Terre solidaire. Près de soixante-quinze personnes ont participé à ce moment partagé dans un lieu chaud et à taille humaine. Les participants ont eu la chance d'écouter près de deux heures trente de jazz, distillé par un orchestre composé d'un saxo soprano, d'une trompette, d'une batterie, d'une contre basse, d'une guitare, d'un banjo... avec un répertoire varié et très dynamique... ■



## 1892 : les mineurs de Carmaux contribuent à la naissance de Jaurès « le socialiste »

Tout commence le 2 août 1892 quand le secrétaire général du syndicat de la mine, Jean-Baptiste Calvignac, devient le premier maire socialiste de la cité minière. Refusant de subir un tel affront la société des mines dirigée par les oligarques de l'époque décide de licencier le nouveau maire pour des raisons fallacieuses. Ils invoquent une incompatibilité présumée entre son nouveau mandat d'élu et son activité professionnelle. Cette décision sera lourde de conséquences.

Refusant d'abandonner leurs camarades les mineurs carmausins entament une grève qui sera la plus dure que la mine est connue jusque-là. Refusant de céder devant la mobilisation exemplaire des ouvriers, le marquis de Solages et le gouvernement français font le choix de la force. Ils décident d'envoyer sur place plus de 1500 forces de l'ordre pour faire respecter « la liberté de travailler ». La violence ne résoudra rien et il s'agira d'un échec total. Les années passent mais les méthodes perdurent... Plus qu'un conflit local, cette grève aura un retentissement national.

C'est la première grève politique des mineurs que le pays connaît. Cette grève marquera un tournant dans la vie d'un homme et pas des moindres. Il s'agit de Jean Jaurès. Républicain convaincu, il profite de la tribune que lui offre le journal la Dépêche pour prendre la défense des mineurs carmausins en demandant la réintégration immédiate du nouveau maire ainsi que de ses camarades grévistes ; eux aussi licenciés. Jaurès bascule définitivement dans le socialisme. Dès lors, il n'aura de cesse de défendre le principe suivant : à savoir que la loi est respectée pour tous et cela quel que soit le rang social des individus. Devant la mobilisation exemplaire et déterminée des mineurs de Carmaux, le marquis de Solages est obligé de démissionner. Dans la foulée le camarade et maire de Carmaux, Calvignac est réintégré.

Cette victoire sociale prend encore plus de relief quand on apprend que les camarades grévistes sont eux aussi réintégré. Les mineurs de Carmaux, avec le soutien du futur député du Tarn Jean Jaurès, auront donc réussi après trois mois de grève à faire plier le pouvoir financier de l'époque. Le combat contre le pouvoir absolu du patronat fera dès lors partie intégrante des activités politiques de Jaurès. **Jaurès n'est peut-être pas né durant cette grève mais les mineurs de Carmaux peuvent être sûrs que leur combat aura eu une grande influence sur le grand homme que devint Jean Jaurès.** ■

Thomas **Porte**

SAMEDI 22 NOVEMBRE

# MASSILIA SOUND SYSTEM

## EN CONCERT

+ 1ÈRE PARTIE :



DOCTORS DE TROBAR



### TONNEINS<sup>47</sup> LA MANDQUE

ENTREE : 18€ SUR PLACE / 15€ PRÉVENTE (HORS FRAIS DE LOC.)

LOCATIONS : WWW.FNAC.COM - MAGASINS FNAC, CARREFOUR, GÉANT, INTERMARCHÉ...  
\* OFFICE DE TOURISME VAL DE GARONNE (MARMANDE, TONNEINS), BUFFET DE LA GARE À MARMANDE



## Échalote, il est temps de la planter

C'est en novembre que l'on plante l'échalote grise, les autres échalotes (blonde et rondes) pouvant être plantées en janvier. Plantez sur une parcelle qui n'a reçu aucun amendement depuis au moins un an, ameublissez finement la terre et formez des billons en surélevant le rang sur 20 cm. Cela facilite grandement l'écoulement des eaux de pluie, espacez les rangs de 30 cm et chaque plant de 15 cm. Surtout n'arrosez jamais, ni à la plantation ni par la suite.

## Fève, il faut semer avant Noël

En semant les fèves en novembre, c'est-à-dire avant les premières gelées, on obtient au Printemps suivant des plants beaucoup plus costauds que ceux qui sont issus de semis de mars, plus résistants aux maladies, beaucoup moins sensible au vers et même épargnés par les pucerons. Ça vaut vraiment le coup d'anticiper. Il faut ameublir la parcelle soigneusement et tire un sillon profond de 3 à 4 cm. On enfonce les semences à 1 cm en les espaçant tous les 10 cm. On referme le trait et on plombe légèrement. Si on plante sur deux rangs on les espace de 30 cm seulement et on dispose les semences en quinconce pour optimiser l'encombrement tout en gardant une aération suffisante. Attention, la fève à fleur pourpre est la plus rustique. La fève Séville, la plus répandue, compte souvent six graines par gousse alors que la variété Aguaduice très hâtive qui a un excellent rendement, porte des longues gousses qui comptent chacune en moyenne huit à neuf graines. Mais cette dernière variété est moins rustique que les autres. Évitez de la semer en fin d'année dans les régions froides. ■

Élie **Vergnolle**